



## Speaking points by Michel Barnier at the press conference following the second round of Article 50 negotiations with the United Kingdom

Brussels, 20 July 2017

Good afternoon to all of you,

Thank for your patience which is a critical virtue for any negotiation.

Ladies and gentlemen, David and I and our teams have just finished a few minutes ago the second round of negotiations.

In our first round in June we agreed on the organisation of the negotiations.

Our second round, which began on Monday, was about the presentation of our respective positions.

Our objective was to start working on substance and also to continue building trust between us.

I said last week that I wanted to identify the points where we agree and the points where we disagree.

This was possible this week for the issues on which there was a clear British position.

Mesdames et Messieurs,

Sur la substance, c'est d'abord la question des droits des citoyens qui est une priorité partagée par l'Union européenne, les 27 Etats membres, le Parlement européen et le Royaume-Uni.

La position britannique détaillée sur ce sujet nous a permis de commencer à identifier des points de convergence et des points de divergence.

Nous avançons maintenant dans une direction commune.

Mais il reste une divergence fondamentale sur la manière de garantir ces droits, et sur plusieurs autres points, comme les droits des futurs membres de la famille ou l'exportation de certains bénéficiaires sociaux.

Les citoyens doivent pouvoir trouver dans l'accord de retrait lui-même la certitude juridique dont ils ont besoin dans leur vie quotidienne.

Franchement, de notre côté, nous ne voyons aucune autre manière pour garantir la pérennité de ces droits européens exercés.

Et évidemment, toute référence aux droits européens implique son contrôle par la Cour de justice de l'Union européenne.

L'enjeu de la prochaine session de négociation sera donc de clarifier les raisons de ces divergences, en gardant toujours à l'esprit notre objectif commun que les citoyens concernés puissent continuer à vivre comme aujourd'hui.

Sur le règlement financier maintenant, le Royaume-Uni avait reconnu la semaine dernière l'existence d'obligations vis-à-vis de l'Union au-delà de la date du retrait et la nécessité de solder ces engagements. Tout comme d'ailleurs, l'Union européenne l'avait déjà reconnu.

Evidemment, seule cette reconnaissance permet d'engager le plus vite possible le travail sur l'identification précise des obligations à solder.

La position de l'Union européenne, rendue publique le 29 mai, est le résultat d'un passage en revue de tous les engagements qui, de notre point de vue, doivent être couverts par l'accord de retrait. Et cette semaine, nous avons détaillé l'analyse juridique de ces engagements.

Comme je l'ai dit très clairement à David, une clarification de la position du Royaume-Uni est indispensable pour négocier et pour aboutir à des "progrès suffisants" sur ce dossier financier, qui est inséparable des autres dossiers du retrait.

Nous voulons - et nous y travaillons - une sortie ordonnée du Royaume-Uni, comme il l'a décidé. Et

une sortie ordonnée exige de solder les comptes.

Nous savons bien que cet accord-là ne se formera pas dans une discussion par petits pas, *not through incremental steps*

Aussitôt que le Royaume-Uni sera prêt à préciser la nature de ses engagements, nous serons prêts à en discuter avec les négociateurs britanniques.

On Ireland, we had a first discussion on the impact of Brexit on two key subjects: the *Good Friday Agreement* and the *Common Travel Area*.

We agree that the important issue of the *Good Friday Agreement*, in all its dimensions, requires more detailed discussions. In particular, more work needs to be done to protect North-South cooperation between Ireland and Northern Ireland.

Today, that cooperation is embedded in the common framework of EU law and EU policies.

We need to better understand how the UK intends on ensuring the continuation of this cooperation after Brexit.

We also agreed that the UK should clarify in the next session how it intends on maintaining the *Common Travel Area* after leaving the EU.

Enfin, sur les autres sujets de la séparation, nous avons eu un échange de vues sur le champ à couvrir, sur les moyens d'apporter de la clarté juridique là où le Brexit crée des incertitudes, par exemple pour les producteurs, distributeurs, vendeurs de marchandises, mais aussi pour la coopération policière ou pour les citoyens ou entreprises engagés dans des procédures judiciaires qui sont en cours.

Et nous, nous avons expliqué nos positions sur la base des sept papiers que nous avons publiés.

Nous avons pris note des précisions du Royaume-Uni sur certains sujets, et de son intention de clarifier ses positions lors des prochains rounds de négociation.

Le premier round était celui de l'organisation.

Le second round a été celui de la présentation.

Le troisième round doit être celui de la clarification.

En août, nous aurons besoin de clarification :

- sur le règlement financier,
- sur les droits des citoyens,
- sur l'Irlande, notamment le *Common Travel Area* et le *Good Friday Agreement* d'abord.
- sur les autres sujets de la séparation, pour lesquels l'expérience de cette semaine prouve que nous progressons mieux lorsque nos positions respectives sont claires.

SPEECH/17/2108